

CONSEIL NATIONAL

Réuni les 10 et 11 juin 1972 à Juvisy (Essonne), le Conseil national du PSU a adopté le rapport d'activité présenté par Michel Rocard au nom de la Direction nationale, par 294 voix contre 161. Il y a eu 52 abstentions (10 refus de vote, 11 absents).

Sur les problèmes internationaux, qui constituaient l'autre point de l'ordre du jour, une commission a été mise en place par le Conseil sur la base de votes indicatifs :

- Texte 1 (BN) : 157 voix
- Texte 2 (cour. 2 et 5) : 128 voix
- Texte 3 (courant 1) : 21 voix
- Texte 4 (minorité RP) : 23 voix

Il y a eu 81 abstentions (98 refus de vote - 20 absents).

Une commission sur les minorités nationales s'est réunie de son côté : son texte a été adopté ensuite par l'unanimité du Conseil national, moins 8 abstentions (3 refus de vote).

L'essentiel des débats a été consacré aux questions posées par la troisième partie du rapport d'activité.

Plusieurs textes uniques ou contradictoires ont été présentés sur ces différents points :

● Résolution générale présentée par Michel Rocard, secrétaire national, « Les conditions de l'avancée du parti ». Pour 297, contre : 175, abstentions : 34, refus de vote : 12.

● Complément présenté par M. Rocard et M. Rungis (minorité de Paris), « Développer le travail du parti ». Pour : 299, contre : 181, abstentions : 24, refus de vote : 16.

● Problèmes spécifiques :

1 - « Pour une conférence nationale ouvrière », texte présenté par Jean Le Garrec (BN) - vote par délégués. Pour : 128, contre : 2, abstentions : 11, refus de vote : 34.

2 - Sur les prochaines législatives :

— Texte majoritaire : « Unité du mouvement révolutionnaire », présenté par Philippe Simon (DPN) : 275 voix.

— Texte minoritaire, présenté par Colin (Rhône) : 177 voix (25 abstentions - 48 refus de vote).

● Sur la démocratie interne :

— Texte majoritaire : « La démocratie dans le parti », présenté par Robert Chapuis (BN) : 259 voix.

— Texte minoritaire : « Pour un débat sans exclusion et sans exclusive », présenté par Henri Leclerc (DPN) : 209 voix (36 absents - 19 refus de vote).

● Motion « Préparation et tâches du prochain Congrès », préparée par Patrick Gancel (BN) au nom du groupe de travail unanime. Vote par délégués : unanimité (2 refus de vote).

A la suite du vote sur les problèmes de démocratie interne, Michel Fantès (DPN; Nord - Pas-de-Calais) a lu une déclaration au nom de plusieurs bureaux fédéraux. Pour sa part, la Gauche Révolutionnaire a publié aussitôt un communiqué de presse. On trouvera ces deux textes plus loin, ainsi qu'une note du Bureau national à leur sujet.

Juvisy 10-11 juin 1972

UNE PARTIE DES TEXTES DU CONSEIL NATIONAL ONT DÉJÀ ÉTÉ PUBLIÉS DANS « T.S. » (N° 542 DU 14 JUIN 1972).

— DEVELOPPER LE TRAVAIL DU PARTI

Complément à la résolution générale

— CONFERENCE NATIONALE OUVRIERE

— SUR LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE

— POUR UN DEBAT SANS EXCLUSIVE ET SANS EXCLUSION

— PREPARATION ET TACHES DU PROCHAIN CONGRES

— DECLARATION LUE PAR MICHEL FONTES

— COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA G.R.

— NOTE DU BUREAU NATIONAL

— SUR LES LEGISLATIVES

— LES MINORITES NATIONALES DANS LA LUTTE ANTI-CAPITALISTE

Complément à la résolution générale

texte minoritaire

● Développer le travail du parti

La présence du parti dans les luttes, confirmée par les plus récents conflits, ne doit pas faire oublier qu'elle a manqué souvent de cohérence — faute d'une suffisante centralisation — et qu'elle n'a pas toujours échappé à l'improvisation — les moyens politiques fournis par le parti à ses militants restant en deçà de ce dont ils ont besoin.

La tâche actuelle du P.S.U. est de répondre au développement de la lutte des classes par une attitude offensive qui soit la traduction nationale de sa présence militante trop souvent locale et limitée à l'un ou l'autre front de la lutte des classes.

Ce plan de travail doit s'articuler autour de quatre thèmes principaux :
— relancer de façon pratique et sur une base politique claire le travail des diverses instances ;

— donner au parti les outils organisationnels dont il a besoin pour développer son audience ;
— lancer un large débat sur ce qu'est le pouvoir des travailleurs.

RELANCER LE TRAVAIL DES DIVERS SECTEURS D'ACTIVITE

1) une analyse précise des luttes menées par chaque front dans chaque région doit être entreprise, analyse qui doit constituer à la fois un bilan sans complaisance du travail accompli et une réflexion politique sur sa signification.

Il importe que soit étudié de façon systématique le rôle (ou l'absence de rôle) des militants P.S.U. dans les luttes menées par les travailleurs à l'occasion de batailles exemplaires ou significatives à divers titres :

— dans les entreprises : Evian, Usinor (Dunkerque), R.A.T.P. Giroostel Pen-

naroya, Joint Français, Nouvelles Galeries (Thionville), S.C.P.C. (Clermont-Ferrand), Paris (Nantes), P.T.T.

— dans les luttes paysannes : viticulteurs, Larzac, Sologne, grève du lait en Bretagne et ailleurs, batailles foncières, luttes contre les expulsions de fermiers...

— sur le cadre de vie : transports, squattages, luttes sur la rénovation pour la santé, luttes de femmes, batailles pour l'accès aux sites (bords de mer, forêts...).

— sur le plan étudiant : ou lycéen : implantation des comités de lutte, batailles contre les expulsions gauchistes, contre la circulaire Guichard...

L'analyse politique de ces bilans — qui doivent donner lieu à la constitution de dossiers, consultables par tous — doit être menée dans tout le parti, notamment dans le cadre des commissions nationales compétentes. Cette

analyse doit permettre une confrontation sérieuse de la pratique du parti avec le programme d'activité voté à Orsay en 1971.

2) La synthèse des analyses politiques et la globalisation des luttes.

Si l'objectif de création à terme de comités d'initiatives populaires n'a eu qu'un début d'application, c'est notamment parce que le parti n'a pas assez entrepris de rassembler en une lutte unifiée les batailles limitées ou sectorielles où étaient engagés ses militants. Cependant, l'objectif de populariser des luttes a été largement recherché. Cela ne doit plus être : les A.O.P. circonstancielles qui sont à multiplier, faciliteront cet effort de synthèse ; mais il faut s'interroger à ce sujet sur les raisons pour lesquelles certaines A.O.P. ont échoué, de façon à ce que le lancement de nouvelles assemblées soit un succès.

3) la dimension internationale des luttes doit être spécialement réalisée par le soutien permanent apporté aux luttes des immigrés par la multiplication d'initiatives permettent aux travailleurs de divers pays de mieux assurer l'unité de leurs luttes au niveau européen (rencontres internationales de travailleurs d'un secteur donné, popularisation de luttes menées dans une même branche).

DONNER AU PARTI LES OUTILS ORGANISATIONNELS DONT IL A BESOIN

1) moyens d'information et de discussion

— pour tout le parti : le rôle de T.S. doit se définir autour des objectifs suivants :

- popularisation des luttes ;
- information sur les activités militantes ;
- débat parmi les travailleurs ;
- T.S. n'est pas un simple moyen d'information et le support du débat interne, il doit s'ouvrir vers l'extérieur en étant l'expression claire et compréhensible d'un mouvement révolutionnaire.

— pour chaque secteur d'activité : développement des notes d'information spécialisées de P.S.U. Information ou d'un bulletin de secteur, publications spéciales sur chaque sujet important avec extraits de tracts par branche ou

secteur, analyse des luttes menées... développement des assemblées de militants.

— pour faciliter le débat entre militants participant à ces luttes différentes et éviter ainsi la groupuscularisation sectorielle du parti ; bulletin intérieur sur les divers aspects des luttes et leur globalisation, tribunes de discussion.

2) Finances du parti

Un effort spécial s'impose : dans la régularité des versements des fédérations (les retards coûtent cher au parti, s'ils soulagent la trésorerie des fédérations.)

— proposition pour le congrès d'un nouveau barème et d'une organisation financière fédérale et nationale.

— pour T.S. : développement de la vente militante, que seule une minorité de camarades pratiquent régulièrement. 3) le service d'ordre du parti, qui a été longtemps négligé, doit devenir enfin une réalité. Il y va de la sécurité des militants dans les manifestations et les meetings et d'une façon générale, de la capacité du parti de réagir rapidement aux affrontements auxquels il sera amené à faire face.

LANCER UN LARGE DEBAT SUR CE QU'EST LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

Simultanément le P.S.U. doit prendre l'initiative de relancer le débat sur les

objectifs de l'action révolutionnaire et sur ce qu'est le pouvoir aux travailleurs donc sur l'autogestion.

Une avancée dans ce domaine revêt une importance capitale :

— pour l'approfondissement de la discussion au sein des milieux syndicaux (ou influencés par le syndicalisme) qui sentent de mieux en mieux notamment à la C.F.D.T. et dans son entourage — toute l'importance de ce débat et s'étonnent souvent (à juste titre — de l'imprécision de nos réponses).

— pour la poursuite de la discussion au sein du mouvement révolutionnaire (organisé ou non) qui pose en permanence la question du pouvoir des travailleurs en relation avec les problèmes de la prise du pouvoir et de l'Etat.

La réalisation de cet objectif passe en particulier par la tenue d'une **conférence ouvrière** ouverte non seulement aux travailleurs du parti, mais à tous ceux qui sont membres des groupes révolutionnaires, qui ont joué un rôle moteur dans les luttes. Ce débat permettra de nourrir le travail d'élaboration du programme du parti qui doit être centralisé, mais relié aux aspirations des travailleurs telles que les luttes les font apparaître.

C'est dans cette perspective d'ensemble qu'il faut restituer le débat « sur la révolution qu'est-ce que c'est » qui ne doit pas être une démarche limitée

au seul P.S.U., mais s'insérer en plein dans la lutte des masses. Il faut donc réexpliquer aux militants son objectif novateur : permettre aux masses en lutte d'exprimer vraiment, au terme des batailles qu'elles ont livrées, leurs exigences et leur expérience. C'est seulement après que des AOP circonstancielles tenues à l'issue de ces luttes auront permis cette formulation des exigences de la base, que les militants politiques peuvent entamer la discussion et la synthèse de ces exigences.

Il s'agit évidemment d'un projet ambitieux, long et qui n'a pas de précédent ; mais c'est à cette condition que l'objectif révolutionnaire collera aux exigences des masses, au lieu de leur être parachuté tout fabriqué par les organisations, comme il est habituel (voir actuellement le livre orange du P.C. ou le programme du P.S.). Tout le parti doit être mis au courant de cette lente élaboration collective : une tribune permanente doit exister à ce propos dans T.S. donnant des informations et ouvrant la discussion.

PREPARER SERIEUSEMENT LA CAMPAGNE REVOLUTIONNAIRE POUR LES LEGISLATIVES

C'est là un des points importants du plan de travail que doit se fixer le parti. Nous l'abordons dans une proposition spéciale, jointe à ce plan.

• **Conférence nationale ouvrière**

Les luttes dans l'entreprise (Penna-roya, Joint Français, Bregilles, les Nouvelles Galeries de Thionville...) se durcissent. Au-delà des revendications quantitatives elles remettent fréquemment en cause l'organisation du travail, la hiérarchie et les conditions de travail.

Le mouvement révolutionnaire ne peut aider à unifier et à généraliser les luttes qu'en analysant les expériences vécues, les mots d'ordre qui permettent de les unifier, les conditions de la victoire. Il doit confronter ses idées, préciser ensemble les convergences et les divergences, populariser les expériences les plus enrichissantes pour le

développement de l'unité des travailleurs dans les luttes.

C'est pourquoi le Conseil national du P.S.U. propose l'organisation en octobre d'une conférence ouvrière ouverte à tous les militants ouvriers engagés effectivement dans les luttes, qui développent une action syndicale de lutte de classes, ou qui prennent conscience du besoin de la lutte politique qu'ils appartiennent aux groupes révolutionnaires ou non.

Cette assemblée destinée à permettre un vaste échange sur les problèmes les plus actuels du mouvement ouvrier, ne saurait donner lieu à des votes.

Nous proposons que le débat porte sur les points suivants :

— l'analyse des composantes de la classe ouvrière ; des contradictions internes qui la traversent et des formes actuelles de l'organisation et de l'exploitation du travail ;

— la nature des luttes, les problèmes posés par les rapports entre l'action syndicale et l'action politique.

— la stratégie des luttes et les mots d'ordre susceptibles de les unifier.

— le contrôle ouvrier et les perspectives d'autogestion.

Le P.S.U. lance un appel aux organisations révolutionnaires concernées par

un tel débat pour envisager avec lui les conditions pratiques de sa réalisation.

Il propose la constitution d'un comité d'organisation largement ouvert à l'ensemble de ceux qui se trouvent à l'entreprise sur le terrain de la lutte de classe.

Il mandate le B.N. conjointement à la C.N.E. pour appliquer cette résolution, sur le plan politique et d'organisation.

Cette confrontation permettra en outre d'enrichir le travail d'élaboration du programme du parti qui doit être relié aux aspirations des travailleurs telles que les luttes les font apparaître.

• **Sur la gauche révolutionnaire**

Annexe à la Motion majoritaire sur la démocratie dans le parti

Le P.S.U. est une organisation politique au sein de laquelle chacun est tenu au respect des règles du débat démocratique.

Chacun des membres du P.S.U. est donc tenu au respect et à l'application des décisions politiques votées par les instances régulières du Parti.

Ces décisions ne sauraient être remises en cause publiquement par un membre du Parti.

Cette discipline tire sa légitimité de la libre expression, à l'intérieur du Parti, de divergences politiques pouvant fonder l'existence de tendances.

Or depuis plus d'un an, s'est développée une tendance puis une fraction, sous le sigle « Gauche Révolution-

naire ». Pour cette fraction, « il est bien évident qu'il n'est pas question de leur départ du P.S.U., qui leur paraît centralisme démocratique ».

De pôle de réflexion, ce groupe s'est transformé en pôle politique autonome. Lors d'assemblées générales, tenues à Lyon puis à Caen, les militants de la Gauche Révolutionnaire, dont certains sont extérieurs au P.S.U. ont décidé de se former en groupe politique autonome, sans cependant choisir la date de leur départ du P.S.U., qui leur paraît cependant inéluctable.

« Ce doit être beaucoup plus à partir d'une bataille politique interne, faisant apparaître clairement les lignes et pratiques antagonistes, et pouvant être expliquée « publiquement », que nous quitterons le P.S.U., que sur la question

des législatives (comme on avait pu l'envisager voici 6 mois) mais à la suite d'une bataille politique interne faisant apparaître clairement les lignes et pratiques antagonistes, et pouvant être expliquée publiquement.

Il nous semble illusoire de vouloir fixer une date pour ce départ (qui pourra d'ailleurs ne pas être la même pour tous) lors de l'A.G. de Caen, les conditions politiques internes et organisationnelles ne sont pas réunies. C'est de celle-ci dont nous devons débattre lors de l'A.G. de Caen, afin de dégager clairement la manière dont nous préparerons la scission. »

De l'aveu même de ses dirigeants, la G.R. s'est fait connaître par des tracts et des affiches totalement autonomes. « Des initiatives comme Renault-Vérité

et la campagne Référendum, disent-ils sont à généraliser comme perspective de faire apparaître de plus en plus deux partis dans le parti. En outre, en même temps que le développement de ces initiatives autonomes, il nous faut mener clairement le débat idéologique avec les camarades du « 5 » qui y participent et leur montrer que cela ne s'inscrit pas dans une perspective de reconquête du P.S.U. »

L'organisation G.R. s'est dotée, comme elle l'avait réaffirmé lors de l'A.G. de Lyon, d'un journal régulier, de cotisations, d'un local.

Devant de telles constatations, le Conseil National prend acte de la constitution de la Gauche Révolutionnaire en organisation politique autonome, analogue à un parti.

• **Pour un débat sans exclusive et sans exclusion**

L'aggravation de la crise du P.S.U. conduit le parti au bord de l'éclatement. De nombreux militants s'interrogent depuis le Congrès de Lille sur le choix réel du P.S.U. entre les pôles révolutionnaires et réformistes, sur sa capacité à soutenir et à unifier les luttes populaires en proposant à celles-ci un débouché politique.

Cette situation devrait conduire à ou-

vrir au cours du prochain Congrès National une discussion de fond sur l'ensemble des questions posées par l'évolution du Parti. C'est le moment que choisissent le Bureau National et ceux qui le soutiennent (motion Mousel dans la Région Parisienne) pour proposer une réponse disciplinaire à un problème politique et obtenir l'exclusion de la Gauche Révolutionnaire. Tout se

passera comme s'il s'agissait pour le B.N. de renforcer sa majorité en se débarrassant de ses oppositions par étapes successives. Nous n'acceptons pas qu'on veuille éluder le débat en brandissant des épouvantails et en désignant des boucs émissaires pour ne pas avoir à discuter de la situation du Parti et à fixer les responsabilités.

Nous nous opposons également et

continuerons à nous opposer à toute formule hypocrite (prétendu constat d'un état de fait, etc.) et à toute procédure au niveau national, fédéral et local qui consisterait à déclarer hors du Parti toute tendance ou groupe de camarades refusant l'orientation du Bureau National ou se posant des questions sur la nature et l'évolution du Parti à l'heure actuelle.

• Préparation et tâches du prochain congrès

Dans la situation actuelle de crise du parti, le Conseil national décide que le prochain Congrès national du PSU se tiendra avant la fin de l'année 1972. Pour que le débat le plus ouvert possible s'installe dans le parti, des conditions préalables sont à remplir.

- a) Il n'est pas possible d'éviter le débat, il faut l'ouvrir et faire du Congrès une étape pour le concrétiser.
- b) Tous les militants doivent y participer.
- c) Il ne faut pas geler l'action du parti pendant ce débat. Il faut fixer des axes de travail, acceptés par l'ensemble du parti.
- d) Il faut organiser le débat et fixer les thèmes.

AXES DE TRAVAIL

1-1 Redonner vie à la CNE : lui donner les moyens de développer nationalement le soutien aux luttes ouvrières, l'articulation au niveau des trusts et des branches, tenir constamment à jour une carte des luttes, développer le travail ouvrier dans le parti, etc.

1-2 Soutenir la CNA sur ses positions et prendre les moyens pour que l'ensemble des militants du parti puissent réellement jouer leur rôle au sein des organisations de masses paysannes.

1-3 Lancer un travail à tous les niveaux du parti sur la question des travailleurs immigrés à partir de la synthèse des expériences actuelles.

1-4 Assumer nos tâches sur le Vietnam et l'impérialisme français.

2 Ouvrir le débat sur le fond, l'organiser démocratiquement.

Pour cela le Conseil décide de mettre en place :

2-1 Un secrétariat d'animation politique des débats sur la stratégie et le programme, portant principalement sur :

- les bases sociales du mouvement révolutionnaire ;

- voies et moyens de la prise du pouvoir par les travailleurs ;

- analyse de la période de transition.

Il est évident que ce secrétariat devra travailler en liaison étroite avec les différents secteurs de lutte du parti, qu'il tiendra informés les militants du parti de l'avancement de ses travaux afin qu'il puisse les confronter constamment avec la pratique de leur lutte et en retour apporter leur contribution aux travaux du secrétariat. Dans toute la mesure du possible le secrétariat tiendra compte des expériences effectuées à l'étranger afin d'en tirer les enseignements et de bénéficier aussi de la réflexion des autres. A cet effet, le Conseil national mandate un secrétariat de 6 à 10 membres qui

dans un premier temps serait composé des camarades, Barjonet, Chapuis, Constantin, Dorival, Le Garrec et Perrotet.

2-2 Une commission d'organisation démocratique du débat, qui travaillera en liaison avec le BN pour toutes questions techniques et qui sera désignée paritairement par les différents courants et mise en place à la prochaine DPN.

Elle est chargée de :

- de la sortie régulière du bulletin interne (« TS » Spécial Congrès, 4 pages pour les militants) ;

- du contenu de « directives - PSU - information » portant sur la préparation du Congrès ;

- du contrôle des débats et de la démocratie dans toutes les instances du parti y compris fédérations et sections ;

- des questions financières et des cartes.

La commission veillera à ce que l'ensemble des textes d'orientations soumis au vote du Congrès paraissent au moins deux mois avant la date du Congrès. Les contributions ou les tribunes libres devront paraître au moins une semaine avant les Congrès fédéraux.

Les différents textes traiteront des thèmes du débat définis plus loin et

leurs têtes de chapitre seront clairement indiquées pour que les militants s'y reconnaissent.

3 LES THEMES DU DEBAT

3-1 Les luttes : bases sociales, objectifs, formes de luttes, les contradictions.

3-2 Quelle stratégie institutionnelle, prise de pouvoir, etc.

3-3 Quelle pratique : orientation et type de travail militant, priorité, formes d'intervention, etc.

3-4 Quelles tâches concrètes pour le parti : comment résoudre les contradictions dans les luttes, rôle du parti dans le mouvement de masse, construction du parti révolutionnaire.

3-5 Quel parti : comment être un intellectuel collectif à tous les niveaux, rôle et composition des directions, des commissions, ses moyens (« TS », etc.) son organisation.

3-6 Quel programme : rôle et nature du programme, les thèmes centraux.

a) contrôle ouvrier, autogestion et dictature du prolétariat ;

b) nationalisation et renversement des rapports de propriété ;

c) du chômage au travail libre ;

d) organisation capitaliste du travail, hiérarchie et société communiste ;

e) démocratisation de la culture ou révolution culturelle.

• Déclaration lue par Michel Fontes

En décidant, avant même de mener à son terme le débat politique, d'amputer le parti d'un certain nombre de camarades qui s'interrogent sur son avenir et sur ses choix réels, la direction prend une lourde responsabilité.

— Elle ne peut que renforcer la détermination de ceux qui ont perdu l'espoir de le voir se situer nettement dans le courant révolutionnaire.

— Elle accroît le doute et les difficultés de ceux qui entendent encore contribuer à son redressement.

— Surtout elle enclenche un processus qui renoue avec des traditions auxquelles le parti, qu'elles qu'aient pu être dans le passé ses difficultés, aurait pu échapper.

Tout se passe en effet comme s'il s'agissait pour le BN de renforcer sa majorité en se débarrassant de ses oppositions par étape successive.

Nous n'acceptons pas qu'on élude le débat en brandissant des épouvantails et en désignant des boucs émissaires.

Pour notre part, dans nos fédérations et nos sections, nous ne tiendrons aucun compte d'une décision juridique à laquelle nous opposerons la priorité d'un débat non parlementaire fondé sur la réalité des affrontements de classe.

Les bureaux fédéraux des Alpes de Provence, des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône, du Calvados,

de l'Eure-et-Loir, de l'Hérault, de la Mayenne, du Maine-et-Loire, du Nord - Pas-de-Calais, des Pyrénées-Orientales, de la Région Parisienne, du Rhône, du Vaucluse. Le secteur sidérurgique de Moselle-Meurthe-et-Moselle.

• Communiqué de presse de la gauche révolutionnaire

La crise du PSU s'est clairement manifestée à l'occasion du Conseil national de Juvisy et l'analyse qu'en avait faite les militants de la Gauche Révolutionnaire pleinement confirmée : le PSU est un parti-charnière entre le camp réformiste et le camp révolutionnaire, tant par la ligne politique développée depuis un an par le bureau national de Michel Rocard que par ses structures et son idéologie marquées par l'éclectisme. Progressivement 2 lignes politiques et 2 pratiques contradictoires sont apparues et à tous les niveaux.

Or le fossé entre camp réformiste et

camp révolutionnaire n'a fait que s'agrandir lors des derniers événements et des dernières luttes (assassinat de Pierre Overney, Joint Français, Nouvelles Galeries, luttes du lait, etc.). C'est donc la possibilité même d'une charnière qui est remise en question par les faits. Pour nous, le PSU n'est plus un outil pour le développement des luttes, le dégagement de gauche ouvrière, la définition de la ligne politique et la construction du parti révolutionnaire. Le PSU va vers son éclatement et nous pensons absurde de vouloir opérer son redressement révolutionnaire.

Le vote par 69 % des mandats du rapport d'activité du bureau national l'adoption d'un texte technocratique sur les questions internationales, le soutien aux orientations fondamentalement réformistes de Michel Rocard, etc. prouvent, s'il en était besoin que la perspective d'un redressement révolutionnaire est totalement illusoire. Le bureau national a par ailleurs fait voter les textes joints concernant ce qu'il appelle « la démocratie dans le parti » et qui traduisent sa volonté de se débarrasser de toute opposition dans les prochains mois afin de présenter au Congrès de l'automne

un parti, certes très faible, mais homogène avant les élections législatives. Aujourd'hui ce sont les militants de la Gauche Révolutionnaire que le BN veut exclure par diverses mesures juridiques.

Il se refuse en l'occurrence à accepter un véritable débat politique à la base, clair, systématique à partir de la pratique réelle des militants. Les militants de la Gauche Révolutionnaire pour leur part y sont prêts avec tous les militants. Cela permettra à chacun de choisir clairement entre social-démocratie et marxisme-léninisme.

• Note du Bureau national

A la suite du vote du Conseil national sur les problèmes de démocratie interne, Michel Fontes a lu à la tribune une déclaration signée par un certain nombre de bureaux fédéraux (auxquels s'étaient adjoints quelques autres secteurs ou commissions). De son côté, la Gauche Révolutionnaire a remis aussitôt à la presse le texte d'un communiqué qu'elle avait préparé à l'avance.

Il nous semble nécessaire que tous les militants connaissent ces deux textes. Leur comparaison montre nettement

que la décision prise par la majorité du Conseil national ne repose pas sur la volonté d'exclure une opposition : la GR constitue bien un autre parti dont les militants excluent d'ailleurs le PSU du mouvement révolutionnaire. Le communiqué de la GR montre clairement que « le véritable débat politique à la base » a pour but d'amener les militants du PSU à choisir entre la GR qui s'affirme ML, et le PSU, condamner à épouser la social-démocratie.

A partir de ce moment, tout débat risque d'être profondément vicié et dé-

formé : pour qu'il puisse se développer dans toute son ampleur et sur la base de la pratique militante réelle il faut qu'un minimum de démocratie soit respecté, il faut que le débat serve à l'orientation et à l'avancée du parti, non à sa destruction.

En se refusant à suivre la décision du Conseil national, les camarades qui assument la responsabilité d'un certain nombre de fédérations et n'appartiennent pas à la GR peuvent jeter le doute sur leur respect de la démocratie dans le cadre de leurs responsabilités.

Nous disons clairement que leur déclaration est irrecevable. La décision prise par la majorité du Conseil engage le parti dans son ensemble (elle ne change pas la structure du parti, elle ne dissout aucune fédération, aucun groupe national ou statutaire, c'est-à-dire aucun secteur ni aucune commission). C'est un choix politique qui repose sur le constat des choix faits par la Gauche Révolutionnaire elle-même. C'est pourquoi la décision du Conseil s'impose à chaque militant du parti.

• Sur les législatives

texte minoritaire

I - Si c'est dans les luttes que l'extrême gauche a pu le plus progresser et apparaître comme force autonome, ce n'est pas pour autant que la clarification politique a progressé.

II - Compte tenu de cette situation et puisque tout accord électoral est su-

bordonné à un véritable débat, donc en premier lieu à une large consultation des militants, prenant en compte aussi l'état réel des forces révolutionnaires organisées localement.

NOUS PROPOSONS :

I - Que des discussions au sein du

mouvement révolutionnaire aient lieu dans l'immédiat, n'ayant pas pour but de déboucher sur des accords électoraux, mais s'appuyant principalement sur les expériences communes vécues dans les luttes.

Discussions prenant également des formes publiques de débats.

II - Que la décision soit prise après débat des groupes, sections et fédérations lors du prochain Congrès du parti.

• Les minorités nationales dans la lutte anti-capitaliste

1 - La plupart des pays capitalistes d'Europe Occidentale comportent en leur sein des minorités nationales : pour la France, ce sont les Basques, Bretons, Occitans, Catalans, Corses, les Etats bourgeois les oppriment au niveau de la langue et de la culture d'une part, au niveau économique d'autre part.

En effet, la situation économique de la plupart de ces régions de minorités nationales est catastrophique. La loi de développement inégal du capitalisme et le processus de concentration du Marché Commun expliquent : la stagnation ou la destruction des forces productives existantes, les expropriations foncières, les implantations militaires, l'exode massif des jeunes vers les grandes régions industrialisées.

Dans les plans d'aménagement du territoire de la bourgeoisie, la plupart de ces régions sont vouées aux rôles de réserve de main-d'œuvre et de matières premières, de désert touristique, et de terrain de manœuvre militaire.

Si cette exploitation économique n'est pas propre à ces régions, l'oppression culturelle et linguistique leur est particulière : c'est la répression de la langue à l'école et dans toute la vie qui inculque une honte de soi-même, une dévalorisation de la façon de vivre, de la culture, et ceci, au profit de la langue et de la culture contrôlées par la classe dominante. Cette oppression culturelle est une composante essentielle de l'idéologie dominante, elle sert à la bourgeoisie pour consolider et perpétuer sa domination économique.

La source première de cette oppression n'est pas de chercher dans une certaine forme de « racisme » des Français contre les Bretons ou Corses, mais dans le besoin pour la bourgeoisie d'utiliser tous les moyens pour accentuer l'oppression principale, l'oppression de classe.

Nous ne dénonçons pas nos bourgeoisies locales parce qu'elles auraient soi-disant trahi leur nationalité, mais parce qu'elles sont des bourgeoisies.

II - Les luttes des minorités nationales.

Face à cette situation, des mouvements s'organisent. De plus en plus, ils tendent à avoir une assise de masse. Certains sont entrés dans une lutte armée (Irlande, Euskadi Sud). Certains réclament pour leur pays une séparation d'avec l'Etat qui les domine, sous forme d'un statut d'autonomie ou même d'indépendance complète. On assiste incontestablement à un renouveau et à une radicalisation des mouvements nationaux en Europe, et, pour un bon nombre d'entre eux, à l'inscription de leur lutte dans la lutte des classes.

Ils ont un impact très profond dans les masses qui adoptent dans leurs luttes sociales les thèmes d'unité populaire autour des problèmes de l'ensemble de la région, la conscience de l'identité culturelle étant un facteur puissant de cette unité populaire.

La lutte culturelle, est très liée à la lutte économique. On assiste au développement rapide d'un mouvement de culture populaire (théâtre, chanteurs) qui en utilisant la langue nationale, donne un écho très large aux luttes économiques.

Mais les dangers sont très graves de déviation nationaliste de ces luttes :

certaines de ces mouvements visent à rassembler sous la bannière du nationalisme petit bourgeois des couches sociales dont les intérêts sont antagonistes : prolétariat et couches moyennes en voie de prolétarianisation d'une part, moyenne bourgeoisie menacée par l'implantation récente et massive du capitalisme monopoliste dans ces régions d'autre part. Le danger de chauvinisme nationaliste a toujours menacé les mouvements des minorités nationales et doit être combattu.

III - Les grandes lignes de la stratégie.

Puisque la source de l'oppression des minorités nationales réside d'abord dans une oppression de classe, la stratégie ne saurait être autre qu'une stratégie de classe. Le combat contre cette forme de domination impérialiste doit être mené, non pas dans une perspective nationaliste qui servirait les intérêts de la bourgeoisie et dévierait la lutte populaire dans une impasse, mais dans une perspective révolutionnaire au niveau français et européen.

1 - Ce n'est que par la révolution socialiste que les peuples dominés pourront se libérer. Elle seule permet d'acquérir la maîtrise des moyens de production et de distribution pour que chacun puisse vivre et travailler dans son pays. C'est la libération économique qui permettra une réelle libération culturelle et politique et non l'inverse.

2 - Non au nationalisme qui éloigne les peuples.

Oui à l'internationalisme qui les unit.

Non à la stratégie de Front National, c'est-à-dire à une alliance des ouvriers et paysans avec les bourgeoisies nationales et sous la direction politique de celles-ci. Tous les nationalismes courent le risque de détourner la lutte des exploités contre les « étrangers », plutôt que contre les classes bourgeoises. Les stratégies de front national doivent être totalement exclues dans les luttes nationales que nous connaissons à l'heure actuelle en France, (le cas est différent pour le Vietnam ou la Palestine, où la libération nationale est le combat primordial de la lutte anti-impérialiste aujourd'hui ; pour l'Irlande et le Pays Basque, c'est une question d'appréciation du rapport des forces que doivent seuls régler les travailleurs dans ces nations).

La lutte pour le socialisme en France doit inclure les revendications des minorités nationales, mais elles ne passent pas aujourd'hui par la libération nationale préalable de la Bretagne ou de l'Occitanie. Les exemples africains montrent bien comment les indépendances politiques formelles ne règlent rien mais permettent au contraire l'accentuation de la domination impérialiste.

3 - Le véritable internationalisme suppose le droit à l'autodétermination et le droit de libre séparation de tous peuples et nations : ce droit (qui n'est pas une obligation) dépend évidemment de la situation spécifique de chaque minorité.

4 - Les luttes des minorités nationales sont une des composantes essentielles de la lutte pour la destruction des Etats capitalistes européens (voir les problèmes posés à l'Etat es-

pagnol et à l'Etat britannique par les luttes d'Irlande et d'Euskadi du Sud). La plupart de ces Etats reposent sur le mythe de l'unité nationale une et indivisible, qui n'est qu'un moyen de masquer les contradictions de classe.

La répression très violente dont sont victimes les militants de ces mouvements accusés de porter atteinte à l'intégrité du territoire, est une preuve supplémentaire de l'importance de ce combat contre l'Etat bourgeois.

En conséquence notre stratégie vise à unifier les luttes des classes populaires de Bretagne, Euskadi... entre elles, et avec celles des autres régions.

Les revendications nationales de ces régions ne sont pas concurrentes entre elles, elles s'attaquent au contraire au même ennemi et leur intérêt est de s'unir. De même, les intérêts des travailleurs des autres régions convergent avec ceux des minorités nationales, et c'est leur union qui est seule capable de détruire les Etats bourgeois.

IV - Les grandes lignes de l'action.

Elles découlent de la stratégie adoptée.

1) Développement et unification des luttes concrètes :

C'est à partir des luttes ouvrières et paysannes que pourront se créer les conditions de l'autodétermination des minorités nationales.

Ce sont elles qui permettront à la revendication nationale de se développer sur les objectifs et sous la direction des classes populaires, et qui empêcheront de la récupérer, sous sa forme ancienne (notables) comme sous sa forme moderniste (J-J S-S).

Aucune concession ne doit être faite aux bourgeoisies locales qui seraient toutes prêtes à prendre la tête d'Etats formellement indépendants où les rapports de production capitaliste subsisteraient.

2) Combat contre le nationalisme :

Il est à mener :

a) dans les minorités nationales, pour éviter toute solution de collaboration de classe. Si certaines actions ponctuelles communes sont possibles à l'heure actuelle avec les mouvements nationalistes dans des luttes défensives aucune concession ne doit leur être faite sur le fond et sur les actions offensives (même si leurs paroles sont socialisantes).

L'action des militants révolutionnaires des minorités nationales doit contribuer à inscrire les luttes qui s'y déroulent dans le cadre de la lutte des classes ;

b) au niveau des nations actuelles : si on ne veut pas que la révolution aboutisse à des Etats calqués sur les nations actuelles qui perpétueraient l'oppression des minorités nationales (comme c'est le cas dans la plupart des Etats socialistes à l'heure actuelle), il faut combattre dès aujourd'hui le chauvinisme français, le mythe de l'unité nationale et de l'intérêt national qui ne sont que des camouflages à la fois de l'existence des minorités nationales et des contradictions de classe.

3) Autonomie des luttes :

Ce sont les travailleurs bretons ou corses qui se libéreront eux-mêmes. Ils n'ont que faire d'une libération octroyée par Paris. Si on reconnaît leurs droits, à l'auto-détermination dans le socialisme, on doit reconnaître leurs droits à l'auto-détermination de leur

lutte pour renverser la bourgeoisie et la leur en particulier. De même, que le parti révolutionnaire reconnaisse l'autonomie du mouvement de masse des femmes, des immigrés, etc., il reconnaît celle des minorités nationales.

V - Les propositions pour le PSU.

Le rôle d'un parti organisé au niveau français est de reconnaître la réalité et l'importance de ces luttes dans sa pratique et sa stratégie :

— de favoriser la convergence entre elles, comme nous l'avons commencé à Narbonne, en leur offrant un cadre de débat et un soutien organisationnel ;

— de définir à partir des propositions des militants des régions concernées, la stratégie en ce domaine, en leur laissant toute autonomie pour sa mise en pratique ;

— de faire prendre conscience à la classe ouvrière française que la lutte des minorités nationales pour leur libération, et le combat qu'elle mène contre la bourgeoisie française sont un élément important de sa propre libération.

Il n'y a pas contradiction entre la lutte de la classe ouvrière française et celle des minorités nationales, mais au contraire convergence.

Problème des structures du parti.

Dans la situation actuelle, la dissolution des fédérations de Bretagne, Pays Basque, Pyrénées-Orientales, Corse et Occitanie est exclue. Face à un adversaire fortement centralisé au niveau des Etats actuels, il est absolument nécessaire de les affronter à ce niveau et pas en ordre dispersé. Par contre, les militants des régions de minorités nationales doivent avoir une autonomie très importante :

— dans les luttes contre l'oppression culturelle évidemment,

— mais aussi dans les luttes économiques. Ils sont les seuls à pouvoir définir exactement la façon d'intégrer les luttes des minorités nationales dans leur stratégie révolutionnaire.

La coordination des différentes fédérations d'une même minorité (Occitanie et Bretagne recouvrent plusieurs fédérations) est absolument nécessaire.

Des conférences régionales internes au PSU auront lieu dans les mois qui viennent pour débattre à partir de ce texte et en préciser très concrètement les conditions d'application dans leur région.

Texte présenté par les camarades suivants de la commission :

BALENT André (Pyrénées-Orientales),
BENOIT Bernard (Aveyron),
FARENC Jean (Tarn),
ESPIAU Annick (Hérault),
LATASTE Laure (Gironde),
GIBOU Jean-Luc (Béarn),
LOMPUECH Daniel (Lot),
MELLIET André (Aude),
MALLET Serge (membre de droit Paris),
CARO Guy (Com. Nat. Minor. Nationales),
CABANES Alain (secrétaire commission),
FONTES Michel (Com. Nat. Minor. Nationales),
MAUBUISSON Jacques (Com. Nat. Agricole),
MALIE Jean (Aveyron),
GUERCHE Christian (Bureau National).